



**MINISTÈRE
DE L'INTÉRIEUR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**DIRECTION DE L'ÉVALUATION DE LA PERFORMANCE, DE L'ACHAT, DES FINANCES ET DE
L'IMMOBILIER**

SERVICE ACHAT INNOVATION LOGISTIQUE DU MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR
SOUS-DIRECTION DE L'ACHAT ET DU SUIVI DE L'EXÉCUTION DES MARCHÉS
BUREAU DES ACHATS IMMOBILIERS ET PRESTATIONS

**CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES
(CCP)**

**Relatif à l'assistance technique et administrative en matière de
protection sociale complémentaire en prévoyance**

Le présent marché public a été passé selon une procédure d'appel d'offres ouvert conformément
aux articles L. 2124-2 et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique

Le présent CCP comporte les annexes suivantes :

Annexe 1	Protection des informations – Confidentialité – Mesures de sécurité
Annexe 2	Engagement de reconnaissance de responsabilité
Annexe 3	Déclaration d'absence conflit d'intérêt

PRA034285

CCP AMO prévoyance

1	GENERALITES.....	4
2	DISPOSITIONS GENERALES.....	4
2.1	OBJET DU MARCHE.....	4
2.2	CONTEXTE.....	4
2.3	PROCEDURE DE PASSATION DU MARCHE.....	5
2.4	ALLOTISSEMENT.....	5
2.5	FORME DU MARCHE.....	5
3	DUREE ET DELAIS D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE.....	6
3.1	DUREE.....	6
3.2	DELAIS D'EXECUTION.....	6
3.3	PROLONGATION DES DELAIS D'EXECUTION.....	7
3.4	SURSIS D'EXECUTION.....	7
3.5	SUSPENSION DES PRESTATIONS EN CAS DE CIRCONSTANCES IMPREVISIBLES.....	7
4	PIECES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD-CADRE.....	7
5	REPRESENTATION DES PARTIES.....	8
5.1	L'ACHETEUR.....	8
5.2	LE TITULAIRE.....	9
5.3	LA SOUS-TRAITANCE.....	9
6	MODALITES GENERALES D'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	10
6.1	REUNIONS DE CADRAGE.....	10
6.2	PARTIE ORDINAIRE : DESCRIPTION DETAILLEE.....	10
6.3	PARTIE A BONS DE COMMANDE : DESCRIPTION DETAILLEE DES PRESTATIONS.....	16
6.4	EQUIPE DEDIEE A L'EXECUTION DES PRESTATIONS ET MODALITES DE REMPLACEMENT.....	19
6.5	LIEUX D'EXECUTION.....	19
6.6	CLAUSES ENVIRONNEMENTALES.....	19
6.7	PROPRIETE INTELLECTUELLE.....	20
6.8	PROTECTION DES INFORMATIONS – CONFIDENTIALITE – MESURES DE SECURITE.....	20
7	MODIFICATION EN COURS D'EXECUTION.....	20
7.1	PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES OU MODIFICATIVES.....	20
7.2	CLAUDE DE REEXAMEN.....	21
8	MODALITE ET DETERMINATION DU PRIX.....	23
8.1	FORME DU PRIX.....	23
8.2	CONTENU DU PRIX.....	23
8.3	VARIATION DU PRIX.....	23
9	MODALITES DE PASSATION DES COMMANDES DE LA PARTIE A BON DE COMMANDE.....	25
10	ARRET DES PRESTATIONS.....	26
10.1	ARRET DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS DE LA PARTIE ORDINAIRE.....	26
10.2	ARRET DE L'EXECUTION D'UN BON DE COMMANDE.....	26
11	PENALITES.....	26
11.1	PENALITES DE RETARD.....	26
11.2	PENALITES POUR NON-RESPECT DES OBLIGATIONS ENVIRONNEMENTALES.....	26
11.3	AUTRES PENALITES.....	26
11.4	APPLICATION DES PENALITES.....	27
11.5	DECOMPTES DES PENALITES.....	27
12	CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	27
12.1	VERIFICATION.....	27
12.2	DECISION APRES VERIFICATION.....	28
13	REGLEMENT.....	28
13.1	REPARTITION DES PAIEMENTS.....	28
13.2	AVANCE.....	28
13.3	ACOMPTES.....	29
13.4	REGLEMENTS PARTIELS DEFINITIFS.....	30
13.5	PAIEMENT.....	30
13.6	DEMANDE DE PAIEMENT.....	31
14	ENGAGEMENT ET RESPONSABILITES.....	33
14.1	ENGAGEMENTS ET OBLIGATIONS.....	33
14.2	ASSURANCE.....	34

14.3	CONFLITS D'INTERET	34
15	RESILIATION	35
15.1	CAS DE RESILIATION.....	35
15.2	DECOMPTE DE RESILIATION	36
15.3	MONTANT PROVISIONNEL.....	36
15.4	ABSENCE D'INDEMNISATION POUR RESILIATION	36
16	EXECUTION DE LA PRESTATION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE.....	36
17	DIFFERENTS	36
17.1	MEDIATION.....	36
17.2	LITIGE.....	37
18	DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX	37

1 GENERALITES

Sauf mention contraire, le terme « Code » ou « CCP », utilisé dans le présent document, fait référence au Code de la commande publique, adopté par l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 et le décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018.

Le sigle « MI », utilisé dans le présent document, désigne le ministère de l'Intérieur.

2 DISPOSITIONS GENERALES

2.1 *Objet du marché*

Le présent l'accord-cadre a pour objet à l'assistance technique et administrative en matière de protection sociale complémentaire (PSC) en prévoyance.

Plus particulièrement, cet accord-cadre porte sur :

- L'accompagnement opérationnel dans le cadre de la procédure de marché public visant à la souscription d'un contrat collectif de protection sociale complémentaire en prévoyance à destination des agents du ministère de l'intérieur, de certains de ses établissements publics et d'une autorité administrative indépendante ;
- L'accompagnement dans la mise en place du contrat collectif en prévoyance et dans le suivi de son exécution.
- La formation des représentants de l'administration et des organisations syndicales à la PSC en prévoyance.

2.2 *Contexte*

2.2.1 Missions et population du ministère de l'intérieur

Le ministère de l'intérieur assure sur tout le territoire le maintien et la cohésion des institutions du pays. Son organisation, ses moyens humains et matériels constituent l'outil privilégié de l'Etat pour garantir aux citoyens l'exercice de leurs droits.

Il est également chargé d'élaborer ou de coordonner l'action gouvernementale dans les départements et collectivités d'Outre-mer.

Il compte près de 200 000 personnels civils (les personnels militaires de la Gendarmerie nationale relevant de dispositions qui leurs sont propres) répartis sur le territoire métropolitain, en Outre-mer et à l'étranger.

2.2.2 Mise en œuvre de la protection sociale complémentaire au ministère de l'intérieur

Prise sur le fondement de la loi du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique, l'ordonnance n° 2021-175 du 17 février 2021 modifiée relative à la protection sociale complémentaire (PSC) dans la fonction publique a redéfini la participation des employeurs publics au financement des garanties en PSC de leurs personnels, ainsi que les conditions d'adhésion ou de souscription de ces derniers.

Cette ordonnance a donné lieu à la conclusion d'une part, d'un accord interministériel relatif à la protection sociale complémentaire en matière de couverture des frais organisés par une maternité, une maladie ou un accident dans la fonction publique de l'Etat et, d'autre part, à la conclusion le 20 octobre 2023 d'un accord interministériel relatif à l'amélioration des garanties en prévoyance (incapacité de travail, invalidité, décès) dans la fonction publique de l'Etat.

Les dispositions à caractère réglementaire de l'accord interministériel du 20 octobre 2023 ont été transcrites dans le décret n° 2024-678 du 4 juillet 2024 relatif à la protection sociale complémentaire des agents de la fonction publique de l'État.

Le ministère de l'Intérieur n'a référencé aucun organisme d'assurance en prévoyance.

Il a négocié avec les organisations syndicales représentatives au sein de celui-ci et sur la base des textes susmentionnés, un accord relatif à l'amélioration des garanties en prévoyance (incapacité de travail, invalidité, décès) des agents du ministère de l'Intérieur, des établissements publics et des autorités administratives qui lui sont rattachés. Cet accord est en cours de signature.

L'accompagnement dont le ministère disposait en matière actuarielle a pris fin le 31 décembre 2024. Pour le déploiement de la PSC en santé, le ministère de l'Intérieur a recours désormais à un actuaire désigné au titre d'un accord-cadre interministériel de prestations en actuariat pour la mise en œuvre d'un régime de protection sociale complémentaire en matière de santé. Le ministère cherche, à présent, un actuaire pour l'accompagner dans le déploiement de la PSC en prévoyance avec l'objectif que celle-ci soit effective au 1^{er} janvier 2026.

2.3 Procédure de passation du marché

Le présent accord-cadre est un marché passé selon un appel d'offres ouvert lancé en application des articles L. 2124-2 et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique (CCP).

2.4 Allotissement

Conformément à l'article L. 2113-10 du CCP, les prestations de l'accord-cadre ne permettent pas l'identification de prestations distinctes, elles font l'objet d'un lot unique.

2.5 Forme du marché

Conformément aux dispositions du code précité, le marché se présente sous la forme d'un accord-cadre composite mono-attributaire.

En effet, pour une partie des prestations la nature, l'étendue et le rythme des besoins à satisfaire sont déterminés avec précision et s'exécutera sous le régime du marché dit « ordinaire ». Pour une autre partie des prestations, l'étendue et le rythme des besoins ne pouvant être définis à l'avance, il s'exécutera par l'émission de bons de commande successifs, selon les besoins de l'acheteur.

La partie exécutée à bons de commande est conclue **sans montant minimum** en € et avec les montants maximums suivants :

Montant maximum en €	
HT	TTC
100 000	120 000

Les quantités estimatives de l'accord-cadre sur la partie exécutée à bons de commande sont les quantités indiquées dans le détail quantitatif estimatif (*onglet 2 de l'annexe financière*).

3 DUREE ET DELAIS D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE

3.1 Durée

L'accord-cadre est conclu pour une période ferme qui court à compter de sa date de notification au titulaire jusqu'au 13 décembre 2028.

3.2 Délais d'exécution

Par dérogation à l'article 3.2.2 du CCAG-PI, sauf mention contraire, les délais indiqués sont des délais ouvrés.

De plus tout délai d'exécution des prestations mentionné au marché commence à courir à 0 heure, le lendemain du jour où s'est produit le fait qui sert de point de départ à ce délai.

En cas de retard d'exécution par rapport au délai global d'exécution, l'acheteur pourra appliquer les pénalités de retard prévues dans le présent document

Ces délais expirent à la date de la présentation des prestations à l'administration, en vue de l'engagement des opérations de vérification.

L'ensemble des délais d'exécution sont mentionnés dans le présent document.

3.2.1 Prestations de la partie « ordinaire »

- Le début d'exécution des prestations relatives à la phase 1.1 « *rédaction des pièces du dossier de consultation* » court à compter de la tenue de la réunion de cadrage ;
- Le début d'exécution des prestations relatives à la phase 1.2 « *Accompagnement dans la procédure de mise en concurrence* » court à compter de la date mise en publicité de la consultation ;
- Le début d'exécution des prestations relatives à la phase 1.3 « *Accompagnement dans la mise en place du contrat collectif* » court à compter de la date de notification du marché ministériel de PSC en prévoyance ;
- Le début d'exécution des prestations relatives à la phase 2 « *Suivi du contrat collectif et du dispositif de protection sociale complémentaire en prévoyance* » court à compter de la date de la mise en place effective du contrat collectif de prévoyance.

En tout état de cause, l'acheteur se réserve la possibilité notifier un ordre de service permettant de reporter les dates de début d'exécution de chaque phase.

3.2.2 Prestations de la partie à bons de commande

Les délais d'exécution courent à compter de la date de notification du bon de commande.

3.3 Prolongation des délais d'exécution

Par dérogation à l'article 13.3 du CCAG-PI, lorsque le titulaire est dans l'impossibilité de respecter les délais d'exécution, du fait de l'acheteur ou du fait d'un événement imprévisible pour un opérateur diligent, l'acheteur prolonge le délai d'exécution. Le délai ainsi prolongé a les mêmes effets que le délai contractuels.

Conformément à l'article 13.3 du CCAG-PI, pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire dispose, à cet effet, d'un délai de 15 jours à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues ou d'un délai courant jusqu'à la fin du délai d'exécution du marché/bon de commande, dans le cas où le marché/bon de commande arrive à échéance dans un délai inférieur à 15 jours. Il indique, par la même demande, à l'acheteur public la durée de la prolongation demandée.

L'acheteur public dispose d'un délai de 15 jours, à compter de la date de réception de la demande du Titulaire pour lui notifier sa décision, sous réserve que le marché/bon de commande concerné n'arrive pas à son terme avant la fin de ce délai.

Aucune demande de prolongation du délai d'exécution ne peut être présentée après l'expiration du délai contractuel d'exécution de la prestation.

3.4 Sursis d'exécution

Un sursis d'exécution peut être accordé au titulaire lorsque, en dehors des cas prévus pour la prolongation du délai, une cause qui n'est pas de son fait met obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel.

Un sursis d'exécution peut être également accordé au titulaire s'il justifie de mesures et précautions particulières pour réduire les impacts environnementaux liés aux transports et aux modalités de livraison.

Le sursis de d'exécution suspend pour un temps égal à sa durée l'application des pénalités pour retard.

Les formalités d'octroi du sursis d'exécution sont les mêmes que celles de la prolongation de délai.

Aucun sursis de livraison ne peut être demandé par le titulaire pour des événements survenus après l'expiration du délai d'exécution du marché, éventuellement déjà prolongé.

3.5 Suspension des prestations en cas de circonstances imprévisibles

Conformément à l'article 24 du CCAG-PI, lorsque la poursuite de l'exécution du marché est rendue temporairement impossible du fait d'une circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur ou du fait de l'édiction par une autorité publique de mesures venant restreindre, interdire, ou modifier de manière importante l'exercice de certaines activités en raison d'une telle circonstance, la suspension de tout ou partie des prestations est prononcée par l'acheteur.

La reprise des prestations se fait conformément aux modalités fixées dans le CCAG-PI.

4 PIECES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD-CADRE

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-PI, en cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles du marché, elles prévalent, ci-après par ordre de priorité décroissant :

- l'acte d'engagement dûment complété, daté et signé par la personne habilitée à engager la responsabilité de la société ;

- l'annexe 1 à l'acte d'engagement relative à la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) dûment complétée ;

NB : Cette décomposition n'a de caractère contractuel que pour ce qui concerne d'une part le montant global et forfaitaire et, d'autre part, le règlement des prestations modificatives ou supplémentaires ordonnées en cours d'exécution.

- l'annexe 2 à l'acte d'engagement relative au bordereau des prix unitaires (BPU) dûment complétée ;

NB : l'onglet 2 relatif au détail quantitatif estimatif (DQE) n'a pas de valeur contractuelle.

- le présent Cahier des Clauses Particulières (CCP) et ses annexes :
 - l'annexe 1 au CCP relative à la confidentialité – la protection des données personnelles – les mesures de sécurité ;
 - l'annexe 2 au CCP relative à l'engagement de reconnaissance de responsabilité ;
 - l'annexe 3 au CCP relative à l'absence de conflit d'intérêt.
- le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG-PI) applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles, [dans sa dernière version](#) * ;
- toutes les normes en vigueur correspondant à l'objet du marché * ;
- les documents d'exécution de l'accord-cadre ;
- l'offre du titulaire dont le cadre de réponse.

*Ces documents sont supposés être connus par les opérateurs économiques et ne sont pas annexés au dossier de consultation des opérateurs économiques.

Aucune réserve, qui serait apportée aux pièces désignées ci-dessus lors de la remise de l'offre du titulaire puis durant l'exécution de l'accord-cadre n'est admise. Le titulaire s'engage à respecter toutes les dispositions incluses dans les pièces constitutives de l'accord-cadre.

Toute clause limitative de responsabilité du titulaire intégrée dans son offre est expressément considérée comme nulle et non avenue.

Les exemplaires conservés par l'acheteur public font seuls foi en cas de litiges.

5 REPRESENTATION DES PARTIES

Les parties s'engagent à collaborer au mieux de leurs possibilités afin de permettre la bonne exécution de leurs obligations. Pour ce faire, elles désignent chacune un interlocuteur chargé du suivi des prestations au cours de l'exécution de l'accord-cadre.

La désignation des représentants des parties ne saurait remettre en cause le commencement d'exécution des prestations tel que prévu à l'accord-cadre.

5.1 L'acheteur

Par dérogation à l'article 3.3 du CCAG-PI, dans les 10 jours ouvrés suivant la notification de l'accord-cadre, l'administration désigne un interlocuteur de l'administration chargé de la représenter auprès du titulaire, pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre. Une personne de niveau équivalent peut être désignée en remplacement en cas de nécessité.

L'interlocuteur de l'administration a la faculté de se faire assister par toute personne dont il juge le concours utile à la bonne exécution de sa mission.

5.2 Le titulaire

5.2.1 Représentant du titulaire

Le Titulaire est l'opérateur économique qui conclut l'accord-cadre avec l'acheteur public.

En cas de groupement des opérateurs économiques, le « Titulaire » désigne les membres du groupement, représenté, le cas échéant, par son mandataire.

Conformément à l'article 3.4.1 du CCAG-PI, le titulaire désigne dès la notification une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès de l'acheteur, pour les besoins de l'exécution du marché. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire en cours d'exécution du marché.

Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de leur nom à l'acheteur dans les délais requis ou impartis par le marché, les décisions nécessaires engageant le titulaire.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le Titulaire en cours d'exécution de l'accord-cadre.

Le(s) interlocuteur(s) désigné(s) par le titulaire, peut être remplacé(s) par une personne de niveau équivalent, dans l'un des cas suivants :

- sur demande expresse de l'administration en cas de non-respect des obligations de sécurité et de confidentialité définies à l'annexe 2 au présent CCP ;
- sur demande expresse de l'administration en cas d'incapacité physique entraînant un arrêt de travail supérieur à quinze (15) jours ouvrés ;
- sur demande du titulaire après accord de l'administration.

Tout interlocuteur proposé peut être récusé par l'acheteur par décision motivée. L'interlocuteur proposé est considéré comme accepté si l'acheteur ne le récusé pas dans un délai de quatre (4) semaines à compter de la réception de la communication.

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-PI, en cas de récusation ou de remplacement, le titulaire dispose de quinze (15) jours calendaires pour proposer un interlocuteur disposant de compétences au moins équivalentes et ce, jusqu'à acceptation de la personne par l'acheteur.

Le nom des personnes habilitées sera notifié à l'acheteur public par écrit, et mis à jour en cas de remplacement temporaire ou définitif.

5.2.2 Le groupement d'opérateurs économiques

Par dérogation à l'article 3.5.4 du CCAG-PI, en cas de défaillance du mandataire du groupement, les membres du groupement sont tenus de lui désigner un remplaçant. A défaut, et à l'issue d'un délai de huit jours à compter de la notification de la mise en demeure par l'acheteur d'y procéder, le cocontractant inscrit en deuxième position dans l'acte d'engagement devient le nouveau mandataire du groupement.

5.3 La sous-traitance

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines prestations faisant l'objet du présent accord-cadre, dans les conditions prévues aux articles L. 2193-1 à L. 2193-14 et R. 2193-1 à R. 2193-22 du

CCP, sous réserve de l'acceptation et de l'agrément des conditions du paiement du ou des sous-traitants.

A ce titre, la sous-traitance est autorisée pour les marchés de travaux, les marchés de services et la part de services ou de travaux de pose ou d'installation des marchés de fournitures.

La sous-traitance totale des prestations est interdite.

L'acheteur n'exige pas que le titulaire effectue certaines tâches.

Le titulaire s'engage notamment à présenter à l'acheteur les entreprises auxquelles il envisage de confier la réalisation de certaines parties de l'accord-cadre. Pour ce faire, il remplit une déclaration relative à la présentation d'un sous-traitant. En cas d'accord, l'acheteur devra accepter le sous-traitant proposé et agréer ses conditions de paiement.

Même lorsqu'un sous-traitant remplit les conditions pour avoir droit au paiement direct, il peut être rémunéré par le titulaire du marché. Conformément à l'arrêt du Conseil d'Etat n° 338780 du 23 mai 2011, cette rémunération libère la dette du pouvoir adjudicateur à due concurrence. Cette mention figure dans le formulaire DC4.

6 MODALITES GENERALES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

6.1 Réunions de cadrage

Une réunion de cadrage devra être réalisée sous un délai **15 jours calendaires** après la date de notification de l'accord-cadre. Celle-ci réunit les représentants de l'acheteur et du titulaire afin de mettre en œuvre les aspects pratiques de l'accord-cadre.

6.2 Partie ordinaire : Description détaillée

La partie ordinaire est décomposée en 2 phases :

- Phase n° 1 : Accompagnement dans la mise en place du marché en matière de prévoyance

Cette phase comporte les prestations relatives à la rédaction des pièces du dossier de consultation, à la mise en concurrence et à la mise en place du dispositif.

- Phase n° 2 : Suivi du contrat collectif et du dispositif de protection sociale complémentaire en prévoyance

Cette phase comporte les prestations relatives au suivi du contrat collectif et du dispositif de protection sociale complémentaire en prévoyance.

6.2.1 Phase 1 : Accompagnement dans la mise en place du marché en matière de prévoyance

6.2.1.1 Phase 1.1 : Rédaction des pièces du dossier de consultation

Description

Au vu de l'accord ministériel en prévoyance, qui sera transmise au titulaire de l'accord-cadre, fruit de la négociation collective, le titulaire appuie l'acheteur dans la rédaction des différents documents du marché de PSC en prévoyance.

Son expertise est particulièrement attendue sur :

- Le respect de règles et procédures prévues par le code de la commande publique ;

- Les éléments d'appréciation des candidatures et des offres et des critères d'attribution ;
- Les mécanismes assurantiels, les dispositifs d'appariement entre les acteurs du marché et les équilibres financiers ;
- La structuration du contrat collectif ;
- Les documents à faire figurer au dossier de consultation afin que les candidats proposent des offres fiables ;
- Les différentes formules qui peuvent être demandées aux candidats.

A ce titre, il est demandé au titulaire de rédiger l'ensemble des pièces nécessaires à la consultation des opérateurs et à l'exécution du marché de prévoyance.

Le titulaire devra proposer et justifier en fait la procédure à mettre en place et être force de proposition dans les techniques ou leviers d'achat (*à titre d'exemples : reconduction, options, durée, allotissement, négociation, clause de réexamen, etc.*).

A la suite de cette production, s'ensuivent des échanges entre le titulaire et l'acheteur, dans lesquels, l'acheteur peut, le cas échéant, émettre des annotations, des demandes de rectifications ou de précisions afin d'aboutir à un dossier de consultation définitif.

Le titulaire est informé que le nombre d'échanges et de versions ne sont pas limités.

Enfin, il peut être demandé au titulaire de produire des supports de présentation, des notes de conseil ou d'orientation, de relire les pièces du marché avant sa publication.

Réunions

Dans le cadre de cette phase de rédaction des pièces du marché, le titulaire participe à des réunions de travail avec l'acheteur. Les réunions de travail, d'une durée effective de 3h30 (demi-journée), sont au nombre de 6.

Délais

- Le titulaire devra transmettre la 1^{ère} version des pièces du dossier de consultation dans un délai de 16 jours ouvrés maximum à compter de la date de réunion de cadrage ;
- Les versions ultérieures devront être transmises dans un délai de 5 jours ouvrés à compter de la notification des annotations ou des demandes de l'acheteur ;
- Les supports de présentation, les notes ou conseils devront être transmises dans un délai de 5 jours ouvrés compter de la notification de la demande de l'acheteur.

Livrables

Les livrables attendus sont à minima :

- Un règlement de la consultation précisant notamment les informations et les documents à fournir ainsi que les critères d'analyse des candidatures et des offres qui seront appliqués par l'acheteur pour attribuer le marché ;
- Le cahier des clauses administratives particulières et ses annexes le cas échéant ;
- Le cahier des clauses techniques particulières et ses annexes le cas échéant ;
- Les annexes financières ;

- Les données nécessaires aux candidats pour établir précisément leurs propositions (données sociales...);
- Tout document devant être intégré dans le document de consultation, car nécessaire à l'élaboration des offres par les soumissionnaires ou l'acheteur pour prendre sa décision d'attribution.
- Les supports de présentation, les notes ou conseils.

6.2.1.2 [Phase 1.2 : Accompagnement dans la procédure de mise en concurrence](#)

Description

Lors de la consultation, les opérateurs peuvent être amenés à poser des questions sur l'ensemble du dossier de consultation. Le titulaire devra présenter un projet de réponse aux questions des candidats portant sur la partie technique du dossier de consultation et pourra être associé aux projets de réponse portant sur les autres parties.

Il accompagne ensuite l'acheteur lors du dépouillement des plis.

Le titulaire devra procéder à l'analyse des capacités professionnelles, techniques et financières, ou le cas échéant, au regard des critères d'analyse des candidatures indiqués dans le règlement de consultation. Le titulaire pourra être amené à préciser, à compléter, le contenu de son projet de rapport à la demande de l'acheteur.

Le titulaire procédera également à l'analyse étayée des offres initiales sur la base des critères d'analyse des offres indiqués dans le règlement de consultation. Le titulaire pourra être amené à préciser, à compléter, le contenu de son projet de rapport à la demande de l'acheteur.

Aussi, il est demandé au titulaire d'identifier l'ensemble des irrégularités ou imprécisions potentielles.

Le cas échéant, le titulaire devra émettre des propositions d'axes de négociation. Dans l'hypothèse de négociation en présentiel, le titulaire devra se rendre disponible et participer à cette phase de négociation avec les différents soumissionnaires. A l'issue de cette phase, il devra rédiger un compte rendu de négociation retraçant l'ensemble des échanges avec les opérateurs économiques.

A la suite des éventuelles négociations, les candidats pourront être amenés à adresser une offre finale. Le titulaire procédera également à l'analyse finale des offres après remises après négociation sur les mêmes bases que les offres initiales. Le titulaire pourra être amené à préciser, à compléter, le contenu de son projet de rapport à la demande de l'acheteur.

En tout état de cause, le titulaire doit assister l'acheteur dans la décision d'attribution à l'offre la plus avantageuse économiquement.

La finalisation des documents d'analyse sera soumise à la validation expresse de leur contenu par l'acheteur, qui reste seule compétente pour attribuer les notes aux différentes offres, sur la base des critères validés, pour classer ces dernières et attribuer le marché.

Réunions

Dans le cadre de cette phase de rédaction des pièces du marché, le titulaire participe à des réunions de travail avec l'acheteur. Les réunions de travail, d'une durée effective de 3h30 (demi-journée) sont au nombre de 9.

Délais

- Le titulaire doit remettre un projet de réponse aux questions des candidats dans un délai de 3 jours ouvrés à compter de la notification de la demande.
- Le titulaire devra remettre le rapport d'analyse des candidatures dans un délai de 10 jours ouvrés à compter de la notification de la transmission des plis.
- Les versions ultérieures du rapport d'analyse des candidatures devront être transmises dans un délai de 5 jours ouvrés à compter de la notification des demandes de l'acheteur.
- Le titulaire devra remettre le rapport d'analyse des offres et, le cas échéant, les axes de négociations, dans un délai de 15 jours ouvrés à compter de la notification de la transmission des plis.
- Les versions ultérieures du rapport d'analyse des offres devront être transmises dans un délai de 5 jours ouvrés à compter de la notification des demandes de l'acheteur.
- Le cas échéant, le titulaire devra remettre le rapport d'analyse des offres finales après négociations le cas échéant dans un délai de 10 jours ouvrés à compter de la notification de la transmission des plis.
- Les versions ultérieures du rapport d'analyse des offres après la phase de négociation devront être transmises dans un délai de 5 jours ouvrés à compter de la notification des demandes de l'acheteur.

Livrables

Les livrables attendus sont :

- Un rapport d'analyse des candidatures ;
- Un rapport initial d'analyse des offres,
- Une proposition d'axes de négociation avec les candidats si l'acheteur confirme son souhait de négocier avec tout ou partie des soumissionnaires ;
- Un compte-rendu de négociation ;
- Un rapport d'analyse des offres finales à la suite de la négociation précitée, le cas échéant.

[6.2.1.3 Phase 1.3 : Accompagnement dans la mise en place du contrat collectif](#)

Description

À la suite de la notification du contrat collectif de PSC en prévoyance à un organisme complémentaire, le titulaire sera amené à accompagner le ministère de l'Intérieur dans la phase de transition entre la notification du marché et la mise en place effective du contrat, dans les travaux

PRA034285 - CCP AMO prévoyance

préparatoires de mise en œuvre pratique de ce dernier, notamment pour la définition de la stratégie d'adhésion des bénéficiaires.

Le titulaire sera amené à participer à l'élaboration de supports de présentation à l'animation de réunions et à répondre aux questions et demandes de conseil du ministère de l'Intérieur sur l'entrée en vigueur du contrat collectif.

Il apportera son expertise et formulera auprès de l'acheteur des propositions quant aux évolutions à apporter en interne d'un point de vue organisationnel, en prenant en compte les interfaces à établir avec l'organisme complémentaire (SI, RH, ...).

Réunions

Dans le cadre de cette phase, le titulaire participe à des réunions de travail avec l'acheteur. Les réunions de travail, d'une durée effective de 3h30 (demi-journée) sont au nombre de 7.

Délais

Le titulaire devra participer aux réunions dès lors qu'il aura été prévenu au moins 5 jours ouvrés à l'avance.

Les supports de présentation et les notes devront être remis au service prescripteur dans les 5 jours à compter de la notification des demandes de l'acheteur.

Le prestataire devra répondre aux questions et demandes de précisions du service prescripteur dans un délai maximal de 5 jours ouvrés à compter de la transmission de la question.

Livrables

Les livrables attendus sont :

- Les supports de présentations ;
- Les notes d'analyse et de proposition en vue de la mise en place effective de la PSC en prévoyance ;
- Les réponses aux questions et demandes de précisions en vue de la mise en place effective de la PSC en prévoyance.

6.2.2 Phase 2 : Suivi du contrat collectif et du dispositif de protection sociale complémentaire en prévoyance

Description

Dans le cadre du dispositif de PSC mis en place suite à la notification du contrat collectif, le titulaire accompagne l'acheteur dans le suivi du contrat collectif en prévoyance.

A ce titre, il analyse de façon approfondie le bilan annuel, assiste l'acheteur dans la préparation, la tenue et le suivi des réunions de la commission paritaire de pilotage et de suivi pour la présentation du bilan annuel par l'organisme sélectionné et accompagne l'acheteur et le comité de suivi de l'accord ministériel dans le suivi du contrat collectif et de la mise en œuvre du régime de PSC en prévoyance.

Prestation n° 1 - Analyse du bilan annuel : le titulaire du marché devra procéder à une analyse approfondie du bilan annuel présenté par l'organisme d'assurance en s'appuyant sur les données

des bilans, des comptes de résultat, de comptabilité analytique et sur les indicateurs fournis par l'organisme titulaire du contrat collectif. Il élabore un rapport de synthèse ainsi qu'un support de présentation synthétique.

Cette analyse est réalisée par rapport annuel de l'année N-1.

Pour réaliser ces rapports, le titulaire analyse :

- Le bilan annuel fourni par l'opérateur ;
- La présentation par l'organisme du ratio sinistre sur primes de la couverture complémentaire et des garanties additionnelles ;
- La présentation des prévisions d'évolutions du coût des garanties et de l'impact des évolutions du cadre juridique et réglementaire, et de s'assurer que les recommandations d'évolution des cotisations pour chaque garantie, proposées par l'opérateur, sont justifiées.

Le titulaire vérifie par ailleurs les points suivants :

- La permanence de l'offre présentée par l'organisme lors de la réponse à la procédure de mise en concurrence ;
- Le respect des dispositions contractuelles prévue dans le contrat collectif souscrit ;
- Les délais d'instruction des demandes et les délais de prise en charge une fois que l'adhérent à remis un dossier complet ;

Par ailleurs, le titulaire assiste l'acheteur dans la préparation, la tenue, le suivi de la réunion relative à la présentation du bilan annuel de l'organisme assurantiel à la CPPS. A cet effet, le titulaire s'appuie sur la note et le rapport d'analyse qu'il a réalisé pour fournir un support de présentation.

Prestation n° 2 - Suivi annuel : le titulaire du marché devra procéder annuellement à l'analyse des éventuelles évolutions tarifaires envisagées par l'organisme assurantiel dans le cadre du contrat collectif. Sur la base de l'analyse approfondie qu'il a réalisée, il établit une note et un rapport d'analyse synthétique qui est remis à l'acheteur sous un délai de 15 jours ouvrés maximum à compter de l'obtention du rapport de l'organisme assurantiel en prévoyance.

Durant toute la phase de suivi, des réunions de travail seront mises en place.

A ce titre, l'accord ministériel en prévoyance prévoit que le comité de suivi (COSUI) se réunit une fois par an. En fonction de l'ordre du jour arrêté, il est demandé au titulaire de rédiger une note et de réaliser un support de présentation.

Enfin, le titulaire met à la disposition de l'acheteur durant toute la durée de l'accord-cadre et de manière continue les outils de suivi décrits dans son offre. Ces outils doivent permettre à minima de suivre l'ensemble de la prestation (*par exemple un tableau de bord retraçant l'avancée des différentes garanties et le coût correspondant*) et d'apporter une assistance (téléphonique et/ou par courriel) l'administration.

Calendrier

Au cours de l'année 2026, en l'absence de rapport annuel de l'organisme assurantiel concernant l'année 2025, le titulaire réalisera uniquement la prestation de suivi annuel.

Au cours des années 2027 et 2028, outre la prestation de suivi annuel, le titulaire devra analyser le rapport annuel de l'organisme assurantiel de l'année N-1 (2026 et 2027).

Réunions

Dans le cadre de l'analyse approfondie du bilan annuel présenté par l'organisme d'assurance, le titulaire participe à des réunions de travail avec l'acheteur. Les réunions de travail, d'une durée effective de 3h30 (demi-journée) sont au nombre de **5 par an**.

Dans le cadre de l'appui de l'acheteur pour le suivi annuel du contrat collectif, le titulaire participe à des réunions de travail avec l'acheteur. Les réunions de travail, d'une durée effective de 3h30 (demi-journée) sont au nombre de **6 par an**.

Délais

- Le titulaire devra transmettre le rapport de synthèse et le support de présentation synthétique sur le bilan rapport annuel présenté par l'organisme d'assurance dans un délai maximum de 25 jours ouvrés à compter de la notification des documents au titulaire du présent marché.
- Le titulaire doit remettre une analyse des évolutions tarifaires proposés par l'organisme assurantiel dans un délai de 15 jours ouvrés maximum à compter de la notification des propositions des évolutions tarifaires.
- Le titulaire dispose au minimum de 8 jours ouvrés avant les réunions de la CPPS ou du COSUI pour livrer les supports demandés.

Livrables

Les livrables attendus sont :

- Le rapport de synthèse du bilan rapport annuel présenté par l'organisme d'assurance ;
- Les supports de présentation synthétique ;
- Une analyse des évolutions tarifaires proposées par l'organisme assurantiel ;
- Les notes et supports de présentations pour les différents comités.

6.3 *Partie à bons de commande : Description détaillée des prestations*

6.3.1 Accompagnement en cas de recours contentieux

En cas de recours contentieux, le titulaire peut être sollicité pour fournir à l'acheteur des éléments techniques ou juridiques entrant dans le champ de compétence professionnel (actuariat) permettant à celui-ci la rédaction de mémoires en défense :

- En cas de procédure en référé, le titulaire dispose d'un délai de 5 jours ouvrés à compter de la notification du bon de commande pour transmettre son projet d'argumentaire à l'acheteur.
- Dans les autres procédures, le titulaire dispose d'un délai de 15 jours ouvrés à compter de la notification du bon de commande pour transmettre son projet d'argumentaire à l'acheteur.

Enfin, il est précisé que les prestations de représentation en justice sont exclues du périmètre de cet accord-cadre.

6.3.2 Formation sur la PSC en prévoyance

PRA034285 - CCP AMO prévoyance

Les représentants de l'acheteur au sein de la CPPS peuvent être renouvelé à tout moment. Il en est de même des représentants des personnels au sein de la CPPS et du comité de suivi. Par ailleurs, le paysage syndical et les représentants des personnels peuvent évoluer à la suite des élections professionnelles.

Dans ce contexte, il pourra être demandé au titulaire du marché de réaliser une formation commune à destination des nouveaux membres de la CPPS et du comité de suivi.

Cette formation succincte, qui se déroulera en présentiel traitera des grands principes de la protection sociale complémentaires et des mécanismes de la PSC en prévoyance et s'effectuera sur deux demi-journées.

Pour les bénéficiaires ne pouvant être en présentiel, le titulaire devra prévoir la possibilité de suivre la formation en visioconférence.

A l'issue de chaque formation, le titulaire devra faire compléter aux bénéficiaires de la formation l'enquête de satisfaction décrite dans son offre et la transmettre au service prescripteur.

Délais :

- La prestation de formation a lieu à la date fixée par l'acheteur. Cette date ne saurait être à moins de 20 jours ouvrés maximum à compter de notification du bon de commande ;
- Le titulaire devra transmettre le support de présentation au service prescripteur au minimum 3 jours ouvrés avant le début de la formation ;
- Le titulaire devra transmettre l'ensemble des supports de formation soit au cours de la formation soit dans les 3 jours ouvrés suivants.
- Le titulaire devra transmettre au service prescripteur l'enquête de satisfaction dans les 3 jours ouvrés qui suivent la formation.

Livrables :

Les livrables attendus sont :

- Le support de présentation ;
- Les supports de formations ;
- L'enquête de satisfaction.

6.3.3 Formation sur la PSC en santé

Pour les mêmes raisons, il pourra être demandé au titulaire du marché de réaliser une formation commune à destination des nouveaux membres de la CPPS et du comité de suivi.

Cette formation succincte, qui se déroulera en présentiel traitera des grands principes de la protection sociale complémentaires et des mécanismes de la PSC en santé et s'effectuera sur deux demi-journées.

Pour les bénéficiaires ne pouvant être en présentiel, le titulaire devra prévoir la possibilité de suivre la formation en visioconférence.

A l'issue de chaque formation, le titulaire devra faire compléter aux bénéficiaires de la formation l'enquête de satisfaction décrite dans son offre et la transmettre au service prescripteur.

Délais :

- La prestation de formation a lieu à la date fixée par l'acheteur. Cette date ne saurait être à moins de 20 jours ouvrés maximum à compter de la notification du bon de commande.
- Le titulaire devra transmettre le support de présentation au service prescripteur au minimum 3 jours ouvrés avant le début de la formation ;
- Le titulaire devra transmettre l'ensemble des supports de formation soit au cours de la formation soit dans les 3 jours ouvrés suivants.
- Le titulaire devra transmettre au service prescripteur l'enquête de satisfaction dans les 3 jours ouvrés qui suivent la formation ;

Livrables :

Les livrables attendus sont :

- Le support de présentation ;
- Les supports de formations ;
- L'enquête de satisfaction.

6.3.4 Accompagnement dans la passation des avenants à l'accord ministériel de PSC en prévoyance

L'accord ministériel de PSC en prévoyance est susceptible d'évoluer en cours d'exécution. Dès lors, le titulaire devra accompagner l'acheteur dans la préparation, la négociation.

Dans ce cadre, selon la nature de l'avenant proposé, le titulaire du marché pourra être amené à participer à des réunions de travail avec l'acheteur, avec les représentants des personnels et avec l'organisme complémentaire titulaire du marché. Pour chaque avenant, les réunions de travail, d'une durée effective de 3h30 (demi-journée), sont au nombre de 4.

6.3.5 Accompagnement dans la passation des avenants au marché ministériel de PSC en prévoyance

Le marché ministériel de PSC en prévoyance est susceptible d'évoluer en cours d'exécution. Dès lors, le titulaire devra accompagner l'acheteur dans la préparation, la négociation et la rédaction des avenants. A ce titre, le titulaire devra proposer à l'administration une justification de l'avenant en fait.

Dans ce cadre, selon la nature de l'avenant proposé, le titulaire du marché pourra être amené à participer à des réunions de travail organisées par l'acheteur. Pour chaque avenant, les réunions de travail, d'une durée effective de 3h30 (demi-journée), sont au nombre de 4.

6.3.6 Participation aux réunions supplémentaire organisées par l'administration

Dans le cadre des prestations décrites dans le présent cahier des charges, le titulaire est amené à participer à plusieurs réunions de travail ou comités.

Dans ce cadre, l'acheteur se réserve la possibilité de demander au titulaire sa participation à des réunions supplémentaires d'une durée d'une durée effective de 3h30 (demi-journée).

6.4 Equipe dédiée à l'exécution des prestations et modalités de remplacement

6.4.1 Equipe dédiée

Le titulaire s'engage à affecter à l'exécution de l'accord-cadre les personnes ayant à minima les compétences et l'expérience indiquées dans son offre.

Le titulaire communique à l'acheteur les noms, titres et coordonnées professionnelles des personnes physiques en charge de l'exécution des prestations.

6.4.2 Modalités de remplacement

Lorsqu'il est prévu dans le marché que tout ou partie des prestations doit être exécutée par une personne nommément désignée et que cette personne n'est plus en mesure d'accomplir cette tâche, le titulaire doit en informer l'acheteur et proposer un remplaçant selon les modalités de l'article 3.4.3 du CCAG-PI.

Le titulaire s'engage à affecter à l'exécution de l'accord-cadre les personnes ayant les compétences et l'expérience requises pour l'exécution du présent accord-cadre.

Le titulaire communique à l'acheteur, à sa demande, les noms, titres et coordonnées professionnelles des personnes physiques en charge de l'exécution des prestations.

En cas de changement d'un intervenant à l'initiative du titulaire, la période minimale de recouvrement pendant laquelle le partant communique à son successeur toutes les informations relatives à l'accord-cadre est fixée à quinze (15) jours calendaires.

Si l'acheteur juge qu'un intervenant est insuffisamment formé à certaines techniques, elle adresse une demande de mise à niveau au titulaire par tout moyen de communication permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de réception. Dans un délai de 1 mois calendaire, le titulaire est tenu de procéder à la mise à niveau précitée ou, à défaut, de proposer un nouvel intervenant présentant le profil demandé.

6.5 Lieux d'exécution

Les réunions ayant pour objet la réalisation des prestations de l'accord-cadre peuvent avoir lieu sur les 5 sites franciliens du ministère de l'Intérieur suivants, à savoir :

- Le site Lumière (40 avenue des terroirs de France - 75012 Paris);
- Le site Beauvau (11 Place Beauvau - 75008 Paris);
- Le site Garance (18-20 rue des Pyrénées - 75020 Paris);
- Le site de Lognes (27 cours des petites écuries - 77185 Lognes);
- Le site Universeine (rue Volta - 93200 Saint-Denis).

Ces adresses sont susceptibles d'être modifiées à l'initiative de l'acheteur, pendant toute la durée du marché, sans que cette formalité ne donne lieu à la passation d'un avenant.

6.6 Clauses environnementales

En application de l'article L. 2112-2 du Code de la commande publique, le titulaire veille, dans le cadre de l'exécution des prestations qui lui incombent, à respecter les prescriptions législatives et

réglementaires en vigueur en matière de protection de l'environnement, de sécurité et de santé des personnes.

En outre, le titulaire s'engage à utiliser, à minima, le matériel affichant un écolabel ou issu du réemploi, de la réutilisation, intégrant des matières recyclées qu'il a indiquées dans son offre.

6.7 Propriété intellectuelle

Par dérogation à l'article 35 du CCAG-PI, les résultats sont cédés à l'acheteur à titre exclusif.

L'acheteur peut utiliser les prestations couvertes par des droits de propriété intellectuelle, pour les besoins exprimés dans le marché.

Le titulaire n'est pas autorisé à utiliser les résultats y compris commercialement. A ce titre, les résultats ne seront également pas utilisés par l'acheteur à des fins commerciales.

6.7.1 Protection des données à caractère personnel

Concernant la protection des données à caractère personnel, il est rappelé que le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018, dit « *RGPD* », et la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, dite « *LIL* » sont applicables.

Ainsi, pour réaliser les prestations du présent marché, transmet au titulaire l'ensemble des éléments nécessaires à l'exécution des prestations.

Ces données correspondent notamment:

- Aux bénéficiaires des formations ;
- Aux opérateurs économiques déposant un pli

A partir de leur réception, le titulaire devient responsable du traitement des données à caractère personnel qui lui ont été transmises pour réaliser les prestations, ainsi que des autres données qu'il pourra traiter à cette fin.

Le titulaire s'engage à informer l'acheteur de toute mesure (*rappel à l'ordre, injonction, limitation ou suspension temporaire ou définitive du traitement, amende, etc.*) prononcée par la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) à son encontre.

6.8 Protection des informations – confidentialité – mesures de sécurité

Les éléments relatifs à cette clause sont décrits à l'annexe 1 au présent CCP.

7 MODIFICATION EN COURS D'EXECUTION

7.1 Prestations supplémentaires ou modificatives

Conformément à l'article 23.1 du CCAG-PI, pendant l'exécution du marché, l'acheteur peut prescrire au titulaire, par ordre de service, des prestations supplémentaires ou modificatives après consultation de ce dernier ou accepter les modifications qu'il propose.

Le prix provisoire de ces prestations sera mentionné dans l'ordre de service. A défaut, le titulaire n'est pas tenu de se conformer à cet ordre de service et doit notifier son refus dans un délai de 5 jours.

Les prix provisoires sont rendus définitifs selon les modalités fixées à l'article 23 du CCAG-PI.

En tout état de cause, les prestations supplémentaires ou modificatives sont soumises au régime des avenants et doivent trouver leur fondement dans l'une des modifications autorisées à l'article L.2194-1 du CCP.

7.2 Clause de réexamen

L'accord-cadre peut faire l'objet de modifications conformément à l'article R. 2194-1 du CCP. Ainsi, outre, la clause de réexamen en cas de circonstances imprévisibles prévue à l'article 25 du CCAG-PI, le présent accord-cadre introduit une clause de réexamen rendant possible :

7.2.1 Modifications dues à une évolution réglementaire ou législative

Dans le cas où les prestations initialement décrites dans l'accord-cadre initial doivent faire l'objet de modifications à la suite d'une évolution réglementaire ou législative, les parties s'engagent à examiner de bonne foi les conséquences de cette évolution.

Les modifications sont bornées à ce qui est strictement rendue nécessaire par l'évolution réglementaire ou législative.

Sur proposition du titulaire, acceptée par l'acheteur après une éventuelle phase de négociation, la modification est intégrée à l'accord-cadre soit :

- Par ordre de service si l'impact financier est nul ;
- Par acte modificatif au contrat (avenant) en cas d'impact financier.

Dans le cas où les modifications envisagées ont un impact financier et ne peuvent souffrir aucun retard, il sera fait application pour la fixation du prix des modalités fixées à l'article 23 du CCAG-PI.

7.2.2 Modifications des modalités de participation aux formations

Dans le cas où les formations ne peuvent pas se tenir en présentiels, les formations pourront se tenir en distanciel de la manière suivante :

L'acheteur peut solliciter le titulaire pour exécuter les formations mentionnées aux articles 6.3.2 et 6.3.3 du présent document en distanciel.

Après un contradictoire avec le titulaire, sur proposition du titulaire, acceptée par l'acheteur après une éventuelle phase de négociation, la formation en distanciel est intégrée à l'accord-cadre soit :

- Par ordre de service si l'impact financier est nul ;
- Par acte modificatif au contrat (avenant) en cas d'impact financier.

Dans le cas où les prestations envisagées ont un impact financier et ne peuvent souffrir aucun retard, il sera fait application pour la fixation du prix des modalités fixées à l'article 23 du CCAG-FCS.

La modification des modalités de participation aux formations ne pourra pas conduire à une modification de plus de 10 % du prix unitaire correspondant à la formation en présentiel.

7.2.3 Ajouts de prestations en cas d'abandon de procédure

En cas d'abandon de la procédure de mise en concurrence (phase 1), l'ajout de prestations pourra s'effectuer de la manière suivante :

L'acheteur peut solliciter le titulaire pour exécuter à nouveau les prestations mentionnées aux articles 6.2.1.1 et 6.2.1.2 du présent document.

Après un contradictoire avec le titulaire sur l'origine de l'abandon de procédure, sur proposition du titulaire, acceptée par l'acheteur après une éventuelle phase de négociation, la modification est intégrée à l'accord-cadre soit :

- Par ordre de service si l'impact financier est nul ;
- Par acte modificatif au contrat (avenant) en cas d'impact financier.

Dans l'hypothèse où l'abandon de procédure est dû à une erreur ou un manquement du titulaire, les prestations ajoutées ne peuvent pas faire l'objet d'un impact financier.

En l'absence d'erreur ou de manquement du titulaire, les prix pour les nouvelles prestations devront obligatoirement être inférieurs ou égaux aux prix établis dans l'annexe financière pour les phases 1.1 et 1.2.

Dans le cas où les prestations envisagées ont un impact financier et ne peuvent souffrir aucun retard, il sera fait application pour la fixation du prix des modalités fixées à l'article 23 du CCAG-FCS.

L'ajout de ces prestations ne pourra pas conduire à une modification de plus de 40 % du montant total de la partie ordinaire de l'accord-cadre.

7.2.4 Modifications des lieux de réunions ou de comités

L'ajout ou la suppression de lieux de réunions ou de comités pourra s'effectuer de la manière suivante :

L'acheteur informera le titulaire de l'ajout ou de la suppression des lieux à intégrer dans l'accord-cadre. L'ajout de lieux est borné à la région Ile de France.

Sur proposition du titulaire, acceptée par l'acheteur après une éventuelle phase de négociation, la modification est intégrée à l'accord-cadre soit :

- Par ordre de service si l'impact financier est nul ;
- Par acte modificatif au contrat (avenant) en cas d'impact financier.

Dans le cas où les modifications envisagées ont un impact financier et ne peuvent souffrir aucun retard, il sera fait application pour la fixation du prix des modalités fixées à l'article 23 du CCAG-PI.

7.2.5 Ajouts ou suppressions de livrables

L'ajout ou la suppression de livrables pourra s'effectuer de la manière suivante :

L'acheteur informera le titulaire des livrables à ajouter ou supprimer. Ces ajouts ou suppressions sont bornés à ce qui est strictement nécessaire pour la passation ou pour le suivi du marché de prévoyance.

Sur proposition du titulaire, acceptée par l'acheteur après une éventuelle phase de négociation, la modification est intégrée à l'accord-cadre soit :

- Par ordre de service si l'impact financier est nul ;
- Par acte modificatif au contrat (avenant) en cas d'impact financier.

En cas d'impact financier, la fixation des prix pour les livrables utilisateurs devra obligatoirement être cohérent avec les prix établis dans l'annexe financière pour des livrables similaires.

Dans le cas où les modifications envisagées ont un impact financier et ne peuvent souffrir aucun retard, il sera fait application pour la fixation du prix des modalités fixées à l'article 23 du CCAG-PI.

La modification des livrables ne pourra pas à la hausse comme à la baisse conduire à une modification de plus de 5 % du montant total de l'accord-cadre.

8 MODALITE ET DETERMINATION DU PRIX

8.1 *Forme du prix*

Le prix de l'accord-cadre composite qui se décompose comme suit :

- la partie dite « ordinaire » est traitée à prix global et forfaitaire tel que fixé à l'annexe 1 de l'acte d'engagement ;
- la partie à bons de commande est traitée à prix unitaires, fixés à l'annexe 2 à l'acte d'engagement.

8.2 *Contenu du prix*

Ces prix sont réputés complets et comprendre tous les frais nécessaires à la réalisation des prestations. Le niveau des charges sur lequel le titulaire s'est fondé pour établir lesdits prix emporte engagement de sa part.

Ce niveau de charge peut être dépassé sans supplément de prix pour l'administration. Il couvre notamment :

- les prestations, objet des commandes, et leurs frais annexes ;
- les frais relatifs à l'assurance ;
- les frais de conditionnement, d'emballage, de manutention et de livraison ;
- la documentation en langue française ;
- les frais de transport, de déplacement et d'hébergement du personnel du titulaire ;
- les prélèvements obligatoires divers ;
- les charges fiscales frappant obligatoirement les prestations* ;
- les frais relatifs aux réunions et aux compte-rendu, y compris les éventuelles réunions préparatoires ;
- la cession des droits de propriété intellectuelle à titre exclusif ;
- la marge pour risques et bénéfices.

Le prix TTC porté à cette annexe comprend toutes les taxes en vigueur à la date de son établissement.

* Sont applicables le ou les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du Code général des impôts.

Le titulaire est informé que l'unité monétaire est l'euro.

8.3 *Variation du prix*

8.3.1 Modalités de révision du prix

Les prix initiaux sont révisables.

Les prix initiaux des prestations sont réputés fermes et définitifs pour une période d'un an à compter de la notification du présent accord-cadre puis seront révisés annuellement à compter de la date d'anniversaire du présent accord-cadre.

Par dérogation à l'article 10.2.4 du CCAG-PI, les prix sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la date limite de remise de l'offre finale. Ce mois est appelé « mois 0 ».

La formule de révision est la suivante :

$$P = P_0 (Ind / Ind_0)$$

Dans laquelle :

P = nouveau prix

P₀ = prix initial

Ind = dernière valeur connue de l'indice Syntec

Ind₀ = valeur de l'indice Syntec au mois zéro

(Ind / Ind₀) = coefficient de variation

Les indices provisoires sont réputés définitifs.

Les prix issus de cette révision sont réputés définitifs.

Les indices sont lus sur le site internet <https://www.syntec.fr/indicateurs/indice-syntec/>.

Le calcul de la révision des prix incombe au titulaire. Il dispose d'un délai d'un **(1) mois** à compter de la date de révision des prix pour communiquer une demande de révision des prix faisant apparaître les indices et les modalités de calculs, à l'adresse suivante : sailmi-execution@interieur.gouv.fr.

La valeur du coefficient ainsi que la valeur des indices utilisées pour son calcul sont validés par l'administration. Les prix révisés et le coefficient de révision sont validés par l'administration.

En tout état de cause, en l'absence de demande du titulaire, si la révision des prix est en faveur de l'acheteur, celui-ci peut imposer au titulaire la révision des prix.

8.3.2 Clause de sauvegarde

Si l'application de la formule de révision conduit à une augmentation moyenne des prix de 3 % ou plus, par rapport au prix de l'année N-1, l'acheteur se réserve le droit de résilier l'accord-cadre **sans** indemnité à la date du changement des prix ou de négocier avec le titulaire le taux de révision.

Si les deux parties parviennent à un accord, les nouveaux prix pourront être appliqués. Sans l'accord entre les parties, l'acheteur pourra résilier l'accord-cadre sans indemnité à la date du changement de prix.

8.3.3 Règles d'arrondi

8.3.3.1 Coefficient de révision

Conformément à l'article 10 du CCAG-PI, le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur.

La règle d'arrondi est la suivante :

- quatrième décimale inférieure à 5 : valeur de la troisième décimale inchangée (exemple de calcul d'arrondi : 1,0544 devient 1,054) ;
- quatrième décimale égale ou supérieure à 5 : valeur de la troisième décimale arrondie à la valeur supérieure (exemple de calcul d'arrondi : 1,0545 devient 1,055).

8.3.3.2 Prix révisés

Le prix révisé calculé sur deux décimales est arrondi au centième supérieur.

La règle d'arrondi est la suivante :

- troisième décimale inférieure à 5 : valeur de la deuxième décimale inchangée (exemple de calcul d'arrondi : 1,054 devient 1,05) ;
- troisième décimale égale ou supérieure à 5 : valeur de la deuxième décimale arrondie à la valeur supérieure (exemple de calcul d'arrondi : 1,055 devient 1,06).

8.3.4 Remplacement ou disparition de l'indice

En cas de cessation de publication ou de disparition de l'indice de référence, les parties conviennent d'adopter l'indice de remplacement publié par la Fédération Syntec ou, à défaut, de choisir un indice similaire.

En cas de remplacement de l'indice par la Fédération Syntec, si aucun indice de raccordement des deux séries n'est publié par la Fédération Syntec, il sera calculé selon la méthodologie suivante :

- Prendre la dernière valeur définitive de la série arrêtée (V_a) ;
- Prendre la valeur définitive de la série poursuivante à la même date (V_{pd}) ;
- Calculer le coefficient de raccordement en effectuant l'opération suivante : V_a / V_{pd} et arrondir le résultat à quatre décimales ;
- Ensuite, pour prolonger l'ancienne série, multiplier les indices de la nouvelle série par le coefficient de raccordement et arrondir les résultats à une décimale.

Le nouvel indice choisi par les parties sera acté par voie d'avenant à l'accord-cadre au marché.

9 MODALITES DE PASSATION DES COMMANDES DE LA PARTIE A BON DE COMMANDE

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre et pourront produire leurs effets au-delà de cette durée de validité pour une durée qui ne pourra excéder **six (6) mois**.

Les commandes sont passées selon les besoins, en référence au BPU, par le moyen d'un bon de commande, envoyé par mail et régularisé par courrier avec AR, qui comportera :

- L'identification des contractants ;
- La date d'émission du bon de commande ;
- La référence de l'accord-cadre ;
- La désignation de la ou des prestations concernées ;
- La quantité commandée ;
- Le(s) lieu(x) et délai(s) d'exécution ;
- Les prix unitaires HT et TTC ;
- Le taux de remise consentie, le cas échéant ;
- Le montant total HT et TTC ;
- Le numéro d'engagement juridique de l'accord-cadre ;
- Le numéro d'engagement juridique du bon de commande ;
- L'ordonnateur donnant ordre de payer, le cas échéant ;
- Le comptable assignataire chargé des paiements, le cas échéant ;
- toute autre information utile à la commande.

La notification des bons de commande donne lieu un envoi dématérialisé.

Le titulaire accuse immédiatement réception du bon de commande par les mêmes moyens.

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG-PI, il dispose toutefois d'un délai de 5 jours ouvrés à compter de la date de la date de notification du bon de commande pour adresser à l'administration toute observation relative à celui-ci. Passé ce délai, le titulaire est réputé en avoir accepté sans réserve les conditions.

Dans le cas où le titulaire émettrait des réserves, qui ne le dispensent pas de l'exécution des prestations, il peut être établi un document rectificatif.

10 ARRET DES PRESTATIONS

10.1 Arrêt de l'exécution des prestations de la partie ordinaire

Conformément à l'article 22 du CCAG-PI, lorsque les prestations sont scindées en plusieurs parties techniques à exécuter distinctement, l'acheteur peut décider, soit de sa propre initiative, soit à la demande du titulaire, de ne pas poursuivre l'exécution des prestations au terme de chacune des phases de la partie « ordinaire » décrites précédemment.

La décision d'arrêter l'exécution des prestations ne donne lieu à aucune indemnité.

Par dérogation à l'article 22 CCAG-PI, l'arrêt de l'exécution de la partie ordinaire n'entraîne pas la résiliation du marché.

Le titulaire et l'administration procèdent contradictoirement, le cas échéant, à un décompte selon les modalités fixées à l'article 41.2 du CCAG-PI.

10.2 Arrêt de l'exécution d'un bon de commande

L'acheteur peut, qu'il y ait ou non faute du titulaire, décider de l'arrêt de l'exécution d'une commande.

Il notifie cet arrêt au titulaire immédiatement par tout moyen permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

L'arrêt d'exécution des prestations d'un bon de commande ne vaut pas résiliation de l'accord-cadre et ne donne lieu à aucune indemnité.

Le titulaire et l'administration procèdent contradictoirement, le cas échéant, à un décompte selon les modalités fixées à l'article 41.2 du CCAG-PI.

11 PENALITES

11.1 Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-PI, lorsque le délai d'exécution est dépassé du fait du titulaire, celui-ci encourt, une pénalité de 150 euros HT par jour ouvré de retard.

11.2 Pénalités pour non-respect des obligations environnementales

En cas de non-respect des obligations environnementales, le titulaire, celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité de 30 euros HT par manquement.

11.3 Autres pénalités

- En cas d'absence à une réunion ou à un comité, le titulaire encourt une pénalité de 300 euros HT par réunion ou comité ;

- En cas de retard à une réunion ou à un comité, le titulaire encourt une pénalité de 30 euros HT par tranche de 15 minutes de retard ;
- En cas de non-respect des obligations relatives au règlement européen sur la protection des données, mentionnées à l'annexe du présent CCP, la pénalité applicable est de 1 000 euros HT par violation de donnée personnelle constatée.

11.4 Application des pénalités

L'ensemble des pénalités susmentionnés sont cumulables.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG, les pénalités sont plafonnées à 25 % du montant HT de la partie ordinaire ou du montant HT du bon de commande pour laquelle le manquement a été constaté.

Dans le cas où les pénalités atteindraient le plafond susmentionné, l'accord-cadre peut être résilié aux torts du titulaire, moyennant le paiement du montant des pénalités restant dû.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-PI, le titulaire est exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 300 € pour l'ensemble du bon de commande ou de la partie ordinaire.

11.5 Décomptes des pénalités

Les décomptes de pénalités sont notifiés de façon écrite et expresse au titulaire et précisent la partie pénalisable des prestations commandées.

Le montant des pénalités ainsi établies vient en déduction des paiements à effectuer au titre de toute facture.

Le titulaire reste intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de la pénalité. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement de ladite pénalité.

12 CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

12.1 Vérification

Les prestations faisant l'objet du marché sont soumises à des vérifications quantitatives et qualitatives, destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations du marché.

Les contrôles de quantité ont pour objet de vérifier que la quantité des prestations fournies par le titulaire est conforme aux documents contractuels et s'appliquent sur l'ensemble du périmètre et des prestations du présent accord-cadre.

A l'issue des opérations de vérification quantitative, si la quantité fournie ou les prestations de services effectuées ne sont pas conformes aux stipulations du marché, l'acheteur peut décider de les accepter en l'état ou de mettre le titulaire en demeure dans un délai qu'il prescrit, d'achever la prestation.

La mise en conformité quantitative des prestations ne fait pas obstacle à l'exécution des opérations de vérification qualitatives.

Les opérations de vérification sont effectuées dans les conditions prévues ci-dessous :

12.1.1 Prestations de la partie « ordinaire »

En ce qui concerne la phase 1 « *Accompagnement dans la mise en place du marché en matière de prévoyance* », les opérations de vérification sont réalisées à la fin de chaque sous-phase et plus précisément à compter de la date de livraison des livrables des sous-phases.

En ce qui concerne la phase 2 « *Suivi du contrat collectif et du dispositif de protection sociale complémentaire en prévoyance* », les opérations de vérification sont réalisées annuellement à compter de la livraison des livrables relatifs au rapport annuel.

12.1.2 Prestations de la partie à bons de commande

En ce qui concerne l'accompagnement en cas de recours contentieux, les opérations de vérification sont réalisées à compter de la date de livraison des livrables.

En ce qui concerne la formation, les opérations de vérification sont réalisées au regard de l'enquête de satisfaction complétée par les bénéficiaires à l'issue de la session de formation commandée.

En ce qui concerne l'accompagnement dans la passation des avenants, les opérations de vérification sont réalisées à compter de la date de livraison des livrables.

En ce qui concerne la participation aux réunions supplémentaires ou CCPS supplémentaires, les opérations de vérification sont réalisées en cours de prestation.

12.2 *Décision après vérification*

A l'issue des opérations de vérification qualitative, l'acheteur prend une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet.

Le délai qui lui est imparti pour y procéder et notifier sa décision est de quinze jours calendaires.

Passé ce délai, la décision d'admission des fournitures ou des services est réputée acquise.

Les prestations relatives à la participation à des réunions supplémentaires et à la formation ne peuvent pas faire l'objet d'un ajournement.

L'ensemble des autres prestations peuvent faire l'objet d'une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet conformément au CCAG-PI.

13 REGLEMENT

13.1 *Répartition des paiements*

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement à :

- l'opérateur économique titulaire et à ses sous-traitants le cas échéant ;
- l'opérateur économique mandataire, ses cotraitants et leurs sous-traitants le cas échéant.

13.2 *Avance*

13.2.1 Partie ordinaire

13.2.1.1 Conditions de versement

Conformément au Code, une avance est accordée au titulaire du marché, s'il n'y renonce pas, dès lors que le montant initial du marché est supérieur au seuil de 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

L'avance est versée dans un délai de 30 jours à compter de la date de notification.

[13.2.1.2 Montant de l'avance](#)

Lorsque la durée de l'accord-cadre est supérieure à douze mois, le montant de l'avance est fixé entre 5% et 30% d'une somme égale à douze fois le montant initial toutes taxes comprises du marché divisé par sa durée exprimée en mois.

En ce qui concerne le taux de l'avance, l'acheteur décide de retenir **l'option A** de l'article 11.1 du CCAG-PI.

A savoir, le montant de cette avance est fixé à **5%** (ou **30%** pour les petites ou moyennes entreprises) du montant initial de l'accord-cadre, toutes taxes comprises divisé par sa durée exprimée en mois.

En cas de versement d'une avance en application de l'article R. 2191-3 du CCP, le délai de paiement de celle-ci court à compter de la date à compter du commencement d'exécution des prestations.

[13.2.1.3 Remboursement de l'avance](#)

L'avance est remboursée selon les modalités fixées aux articles R. 2191-11 CCP.

[13.2.2 Partie à bons de commande](#)

[13.2.2.1 Conditions de versement](#)

Conformément au Code, une avance est accordée au titulaire de l'accord-cadre sans montant minimum, s'il n'y renonce pas, pour chaque bon de commande est supérieur au seuil de 50.000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

L'avance est versée dans un délai de 30 jours à compter de la notification du bon de commande.

[13.2.2.2 Montant de l'avance](#)

Lorsque la durée d'exécution du bon de commande est inférieure ou égale à douze mois, le montant de l'avance est fixé entre 5 % et 30 % du montant initial toutes taxes comprises du bon de commande.

Lorsque la durée d'exécution du bon de commande est supérieure à douze mois, le montant de l'avance est fixé entre 5 % et 30 % d'une somme égale à douze fois le montant initial toutes taxes comprises du bon de commande

En ce qui concerne le taux de l'avance, l'acheteur décide de retenir **l'option A** de l'article 11.1 du CCAG-PI.

A savoir, le montant de cette avance est fixé à **5%** (ou **30%** pour les petites ou moyennes entreprises) du montant initial du bon de commande, toutes taxes comprises divisé par sa durée exprimée en mois divisé par sa durée exprimée en mois.

En cas de versement d'une avance en application de l'article R. 2191-3 du CCP, le délai de paiement de celle-ci court à compter de la date de notification du bon de commande.

[13.2.2.3 Remboursement de l'avance](#)

L'avance est remboursée selon les modalités fixées aux articles R. 2191-11 du CCP.

13.3 Acomptes

Dans le cadre du présent accord-cadre, conformément aux dispositions des articles L.2191-4 et R. 2191-20 à R. 2191-22 du CCP, le titulaire, s'il en fait la demande, reçoit des acomptes pour les prestations qui ont donné lieu à un commencement d'exécution.

Il est rappelé qu'un acompte rémunère un service fait.

Le montant des acomptes correspond à la valeur des prestations auxquelles ils se rapportent. Le cas échéant, il est diminué de la fraction correspondante de la retenue de garantie mentionnée à l'article R. 2191-32 du CCP.

La périodicité du versement des acomptes est fixée au maximum à trois mois et à 1 mois pour les petites ou moyennes entreprises ou les artisans au sens de la recommandation 2003/361/CE de la Commission du 6 mai 2003 concernant la définition des micro, petites et moyennes entreprises ou à des artisans au sens du I de l'article 19 de la loi n° 96-603 du 5 juillet 1996 modifiée relative au développement et à la promotion du commerce et de l'artisanat, les sociétés coopératives de production, les groupements de producteurs agricoles, les sociétés coopératives d'artisans, les sociétés coopératives d'artistes ou les entreprises adaptées.

13.4 Règlements partiels définitifs

Conformément à l'article R. 2191-26 du CCP, en ce qui concerne la partie ordinaire de l'accord-cadre, chaque étape décrite ci-dessous donne lieu à un règlement partiel définitif.

Ce règlement est autorisé uniquement **après l'admission du service fait**.

- Etape n° 1 :

100 % du montant indiqué dans la décomposition du prix global et forfaitaire correspondant à la phase 1 « *Accompagnement dans la mise en place du marché en matière de prévoyance* » à compter de l'admission de la mise en place effective du contrat collectif de prévoyance.

- Etape n° 2 :

100 % du montant indiqué dans la décomposition du prix global et forfaitaire correspondant à **l'année 2026** de la phase 2 « *Suivi du contrat collectif et du dispositif de protection sociale complémentaire en prévoyance* » à compter de l'admission des livrables.

- Etape n° 3 :

100 % du montant indiqué dans la décomposition du prix global et forfaitaire correspondant à **l'année 2027** de la phase 2 « *Suivi du contrat collectif et du dispositif de protection sociale complémentaire en prévoyance* » à compter de l'admission des livrables.

- Etape n° 4 :

100 % du montant indiqué dans la décomposition du prix global et forfaitaire correspondant à **l'année 2028** de la phase 2 « *Suivi du contrat collectif et du dispositif de protection sociale complémentaire en prévoyance* » à compter de l'admission des livrables.

13.5 Paiement

13.5.1 Principe

Les prestations sont rémunérées par application du prix global et forfaitaire fixé à l'annexe 1 de l'acte d'engagement (DPGF) et des prix fixés à l'annexe 2 de l'acte d'engagement (bordereau des prix unitaires) aux quantités réellement exécutées.

13.5.2 Mode de règlement

Les références du compte bancaire ou postal (compte commun en cas de groupement solidaire, un compte pour chaque membre en cas de groupement conjoint) où les paiements devront être effectués, seront indiqués dans l'Acte d'Engagement ; un RIB ou un RIP sera joint.

Conformément au Code, le délai global de paiement ne peut excéder trente jours à compter de la date de réception de la facture par l'acheteur et le dépassement de ce délai ouvre de plein droit et sans autre formalité pour le titulaire du marché, ou le sous-traitant, le bénéfice d'intérêts moratoires à compter du jour suivant l'expiration de ce délai. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque Centrale Européenne (BCE) à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

La mise en œuvre de ce délai interviendra dans les conditions fixées par les articles susmentionnés. Conformément au Code, le retard de paiement donnera lieu, de plein droit et sans autre formalité, au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de quarante (40) €. Ces frais sont payés dans un délai de quarante-cinq (45) jours suivant la mise en paiement du principal.

13.5.3 Interruption du délai de paiement

Lorsque la demande de paiement ne comporte pas l'ensemble des pièces et des mentions prévues par la loi ou par le marché ou que celles-ci sont erronées ou incohérentes, le délai de paiement peut être interrompu une seule fois par le pouvoir adjudicateur.

Pour les pouvoirs adjudicateurs dotés d'un comptable public, cette interruption ne peut intervenir qu'avant l'ordonnancement de la dépense.

L'interruption du délai de paiement fait l'objet d'une notification au titulaire par tout moyen permettant d'attester une date certaine de réception.

Cette notification précise les raisons imputables au créancier qui s'opposent au paiement, ainsi que les pièces à fournir ou à compléter.

L'interruption débute le jour de sa notification et prend fin à compter de la réception de la totalité des pièces exigées.

Dès lors, un nouveau délai de paiement est ouvert : il est de trente (30) jours ou égal au solde restant à courir à la date de suspension si ce solde est supérieur à trente (30) jours.

13.5.4 Modalités de paiement en cas de groupement

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire.

13.6 ***Demande de paiement***

13.6.1 Contenu de la demande de paiement

Conformément à l'article D. 2192-2 du CCP, les factures précisent impérativement :

- La date d'émission de la facture ;
- La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;

- La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

13.6.2 Modalités de demande de paiement

La transmission des factures dans le cadre du présent accord-cadre doit être effectuée conformément aux dispositions :

- des articles L. 2192-1 à L. 2192-7 et D. 2192-1 à R. 2192-3 du CCP ;
- de l'arrêté du 9 décembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique.

Le titulaire a le choix entre plusieurs modes de transmission des factures :

- envoyer ses factures par raccordement direct à la solution mutualisée ou à partir d'un système tiers :
 - par transfert de fichier (en mode EDI – Echange de données informatisées) : Chorus Pro permet des échanges d'informations par flux issus des systèmes d'information des fournisseurs. L'émetteur de facture adresse ses flux soit directement à Chorus Pro, soit par l'intermédiaire d'un opérateur de dématérialisation ;
 - en utilisant des web services (en mode API – « Application programming interface ») : Chorus Pro offre l'ensemble de ses fonctionnalités sous forme de services intégrés dans un portail tiers (API/web service). L'émetteur de facture s'identifie via les API et accède à l'ensemble des services de Chorus Pro comme par exemple le dépôt ou la saisie de factures, le suivi du traitement des factures, l'adjonction et le téléchargement de pièces complémentaires, etc. ;
- utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL <https://chorus-pro.gouv.fr> aux fins :
 - soit de déposer ses factures sur le portail ;
 - soit de saisir directement ses factures.

Pour connaître les conditions techniques¹ et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet à l'adresse ci-dessous : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr>

Pour tout renseignement complémentaire, le titulaire peut s'adresser à : <https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e3s1> / rubrique « nous contacter ».

13.6.3 Comptables assignataires

Le comptable assignataire des paiements est le suivant :

¹ Guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange.

13.6.4 Ordonnateurs

L'ordonnateur principal est le suivant :

Centre des prestations financières
Place Beauvau
Immeuble Lumière
75800 PARIS cedex 08

13.6.5 Spécificité en cas de groupement

Quelle que soit la forme du groupement, le mandataire est seul habilité à présenter à l'acheteur la demande de paiement.

En cas de groupement conjoint, la demande de paiement présentée par le mandataire est décomposée en autant de parties qu'il y a de membres du groupement à payer séparément. Chaque partie fait apparaître les renseignements nécessaires au paiement du membre du groupement concerné.

Le mandataire est seul habilité à formuler ou à transmettre les réclamations de membres du groupement.

14 ENGAGEMENT ET RESPONSABILITES

14.1 *Engagements et obligations*

14.1.1 Engagements et obligations du titulaire

Le titulaire s'engage à effectuer les prestations conformément aux spécifications et aux modalités décrites dans les documents contractuels.

Le titulaire est particulièrement attentif aux contraintes opérationnelles propres aux bénéficiaires de l'accord-cadre.

Durant la période de validité de l'accord-cadre, le titulaire s'engage à communiquer par écrit, sans délai, à l'acheteur tout changement ayant une incidence sur le statut de sa société, y compris les changements d'intitulé de son compte bancaire, ainsi que les modifications se rapportant aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

Si le titulaire néglige de se conformer à cette disposition, il est informé que l'acheteur ne saurait être tenu pour responsable des retards de paiement des factures présentant une anomalie par comparaison aux indications portées sur l'acte d'engagement de l'accord-cadre, du fait de modifications intervenues au sein de la société et dont la personne publique n'aurait pas eu connaissance.

Le titulaire est tenu :

- à une obligation de moyens au titre de l'ensemble des prestations prévues dans le cadre du présent accord-cadre dès lors qu'il n'est pas fait référence à des objectifs quantifiés ;
- à une obligation de résultat relativement aux délais à respecter ;
- à une obligation de conseil et de mise en garde. A cet égard, il est de la responsabilité du titulaire d'identifier et d'alerter dans les délais les plus brefs le MI, de toute difficulté ou

événement perturbateur nécessitant une décision, avec mise en évidence des enjeux, des risques, des solutions palliatives assorties d'une recommandation.

- de tenir l'administration informée périodiquement du déroulement des prestations et à l'informer sans délai de toute difficulté rencontrée dans la réalisation des prestations concernées ;
- de vérifier la teneur de tous les documents, informations, éléments qui lui sont communiqués pour l'accomplissement des prestations et à indiquer à l'administration les erreurs décelées qui ont une incidence sur le déroulement des prestations. Le titulaire en informe l'administration dans un délai de cinq (5) jours calendaires à compter de la communication des documents, sauf hypothèse d'un délai d'exécution de la prestation plus restreint.
- de maintenir les compétences de ses personnels intervenant au titre de l'accord-cadre.

14.1.2 Engagements et obligations de l'acheteur

Afin de contribuer à l'exécution conforme des prestations par le titulaire pendant toute la durée de l'accord-cadre, l'administration s'engage à :

- assurer au titulaire toutes facilités pour permettre l'exécution des prestations ;
- mettre le titulaire en mesure d'assurer ses obligations dans le respect des stipulations contractuelles et sans retard, sous réserve des règles de protection, de confidentialité et de sécurité.

14.2 Assurance

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Par dérogation à l'article 9 du CCAG-PI, le titulaire doit justifier, dès la notification de l'accord-cadre et avant tout début d'exécution, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurance, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

A tout moment durant l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze (15) jours calendaires à compter de la réception de la demande.

14.3 Conflits d'intérêt

Les intervenants des titulaires réalisent leurs prestations avec probité et intégrité.

Ils veillent à prévenir ou à faire cesser immédiatement tout conflit d'intérêts, défini comme une situation d'interférence entre un intérêt public et des intérêts publics ou privés qui est de nature à influencer ou à paraître influencer l'exercice indépendant, impartial et objectif de leur profession.

Les titulaires et les bénéficiaires du présent accord-cadre s'engagent à respecter toutes les mesures déontologiques applicables dans le cadre de l'exécution des prestations.

Les intervenants doivent être à jour de leurs obligations déontologiques, notamment pour les anciens agents publics (autorisation de la commission de déontologie de l'administration d'origine ou autorisation de l'employeur soumise à approbation de l'administration bénéficiaire). Au-delà des poursuites pénales applicables, l'administration peut être amenée à écarter du suivi du présent accord-cadre toute personne (titulaire ou bénéficiaire) ne respectant pas ces règles.

L'annexe au CCP est également complétée par l'entreprise en tant que personne morale. Cette déclaration est complétée quel que soit le statut de l'entreprise mobilisée : mandataire, co-traitant ou sous-traitant.

L'administration bénéficiaire pourra statuer sur les déclarations transmises et prendre les mesures idoines afin de faire cesser tout conflit d'intérêt (demande de remplacement, mise en impossibilité d'honorer la commande, etc.).

En cas de modification substantielle des intérêts détenus au cours de la prestation, le prestataire et les consultants actualisent leur déclaration dans un délai de quinze jours et selon les mêmes modalités.

Tout au long de l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire est tenu de déclarer sous sa responsabilité, à l'acheteur toute situation de nature à constituer un conflit d'intérêts.

Les titulaires s'engagent à ne pas proposer aux agents publics des récompenses en nature qui auraient pour conséquence le non-respect des principes déontologiques. Sont ainsi proscrits les comportements, actifs ou passifs, visant à bénéficier ou faire bénéficier d'un avantage quelconque par le biais de récompense en nature (repas, invitation hors cadre professionnel, cadeaux individuels, etc.). Toute action de démarchage ou invitation à des événements promotionnels de la part du titulaire auprès des bénéficiaires est prohibée.

Les actions de démarchage ou de prospection sont prohibées.

Les missions effectuées à titre gracieux (dites pro bono) au bénéfice des administrations publiques ne doivent donner lieu à aucune contrepartie. Toute mission pro-bono ou mécénat de compétence doit être autorisée par l'acheteur. Aucun droit de suite ne peut être accordé au prestataire d'une mission pro-bono.

En cas de conflit avéré, les prestations pourront être annulées avant leur terme.

Cette annulation entraînera uniquement le paiement des prestations réellement réalisées.

En cas de non-déclaration de conflit d'intérêt ou de non-respect des obligations du présent article, des pénalités pourront être appliquées. En cas de conflit d'intérêt grave et répété, ou d'absence de déclaration, le marché pourra être résilié.

15 RESILIATION

15.1 Cas de résiliation

L'acheteur peut résilier le marché dans les cas prévus aux articles L. 2195-1 à L. 2195-5 du CCP.

Aussi, il est fait application des cas de résiliation prévus 37, 38, 39 et 40 du CCAG-PI.

En outre, l'acheteur peut résilier l'accord-cadre aux torts du titulaire dans l'hypothèse où le plafond des pénalités est atteint.

Par ailleurs, si au cours de l'exécution de l'accord-cadre, l'acheteur est informé par un agent de contrôle mentionné à l'article L. 8222-6 du Code du travail de la situation irrégulière du titulaire au regard des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 et L. 8221-5 du Code du travail, le titulaire dispose d'un délai de deux mois pour apporter la preuve qu'il a mis fin à la situation délictueuse.

A défaut, l'accord-cadre peut être résilié sans indemnité, et exécuté aux frais et risques du titulaire selon les modalités arrêtées à l'article 27 du CCAG-PI.

Enfin, en dehors des cas prévus au CCAG PI, l'acheteur se réserve le droit de prononcer la résiliation de l'accord-cadre, sans indemnité ni préavis en cas de non-respect répété des délais ou conditions d'exécution de l'accord-cadre sans motif valable à l'appréciation de l'acheteur.

En cas de résiliation de l'accord-cadre, l'acheteur public se réserve la possibilité de résilier tout ou partie des bons de commande préalablement émis, qui n'ont pas été exécutés en totalité.

15.2 Décompte de résiliation

La résiliation du fait de la personne publique dans le cas fixé aux articles 38 et 40 du CCAG-PI donne lieu au décompte de résiliation visé à l'article 41.2 du CCAG-PI.

La résiliation aux torts du titulaire donne lieu au décompte de résiliation visé à l'article 41.3 du CCAG-PI.

La résiliation prononcée dans les cas visés à l'article 37 du CCAG-PI donne lieu au décompte de résiliation mentionné à l'article 41.4 du CCAG-PI.

15.3 Montant provisionnel

Conformément à l'article R. 2191-30 du CCP, sans attendre la liquidation définitive du solde et sous réserve d'un accord entre les parties, la résiliation totale ou partielle, quel que soit son motif, donne lieu au versement d'un montant de dettes ou de créances, hors indemnisation éventuelle, à titre provisionnel, comme suit :

- si le solde est créditeur au profit du titulaire, le pouvoir adjudicateur lui verse 80 % de ce montant ;
- si le solde est créditeur au profit de l'acheteur, le titulaire lui reverse 80 % de ce montant.

Un délai peut être accordé au titulaire pour s'acquitter de sa dette, sous réserve de l'accord du pouvoir adjudicateur.

Dans cette hypothèse, et ce conformément à l'article R. 2191-44 du CCP, le titulaire fournit une garantie à première demande ou, si le pouvoir adjudicateur ne s'y oppose pas, une caution personnelle et solidaire.

15.4 Absence d'indemnisation pour résiliation

Par dérogation à l'article 40 du CCAG-PI, le titulaire ne peut se prévaloir d'aucun droit à indemnisation en cas de résiliation unilatérale de l'accord-cadre, y compris si cette dernière est fondée sur un motif d'intérêt général.

16 EXECUTION DE LA PRESTATION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

Il est fait application de l'article 27 du CCAG-PI.

17 DIFFERENTS

17.1 Médiation

Le présent accord-cadre est conclu et exécuté de bonne foi par les parties qui s'engagent à examiner ensemble, dans le plus grand esprit de concertation, tout différend qui pourrait survenir et relatif à son existence, son interprétation ou à son exécution.

En cas d'échec des négociations directes alors engagées entre les parties, et avant toute saisine de la juridiction compétente, celles-ci ont la possibilité de saisir le médiateur interne « Relations fournisseurs » du ministère de l'Intérieur à l'adresse suivante : mediateur-fournisseur@interieur.gouv.fr ou par courrier recommandé avec avis de réception à M. le Médiateur interne « Relations fournisseurs » du ministère de l'Intérieur, Place Beauvau, 75800 Paris Cedex 08.

Dans l'hypothèse où, à l'issue d'un délai de 3 mois, le différend n'aurait pas trouvé de solution acceptable pour les deux parties, il appartiendra à la plus diligente d'entre elles, si elle s'y croit fondée, de saisir la juridiction compétente du litige en cause.

Les échanges intervenus entre les parties en application de la présente clause de médiation doivent rester confidentiels.

17.2 Litige

Les dispositions qui ne sont pas expressément prévues par le Cahier des Charges seront réglées conformément aux prescriptions :

- du Code de la commande publique
- du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés propriété intellectuelle (CCAG/PI).

Les litiges éventuels relatifs à l'exécution du présent marché, qui n'auront pas pu faire l'objet d'un règlement à l'amiable tel que prévu à l'article 43 du CCAG-PI, relèvent de la compétence exclusive du tribunal administratif compétent :

Tribunal administratif de Paris
7 rue de Jouy
75181 Paris Cedex 04

18 DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Ne constitue pas une dérogation au CCAG-PI l'adoption, sur un point déterminé, de stipulations différentes de celles qu'indique ce dernier lorsque, sur ce point, celui-ci prévoit expressément la possibilité pour les marchés publics de contenir des stipulations différentes.

Le présent CCP déroge aux articles suivants du CCAG-PI :

Articles du CCP dans lesquels figurent des dérogations	Articles du CCAG-PI auxquels il est dérogé	Objet de la dérogation
3.2	3.2.2	Sauf mention contraire, les délais sont entendus en jours ouvrés
3.3	13.3	Cas pour demander une prolongation des délais (élargissement de la possibilité aux circonstances imprévisibles)
4	4.1	Documents contractuels
5.1	3.3	Désignation du représentant de l'acheteur
5.2.1	3.4.3	Remplacement du représentant du titulaire et d'une personne nommément désignée
5.2.2	3.5.4	Remplacement du mandataire en cas de défaillance
6.8	35	Cession à titre exclusif
7.1	23.1	Délai pour refuser un OS
8.3.1	10.2.4	Mois d'établissement du prix initial
9	3.7.2	Délai pour apporter des observations sur une commande
10.1	22	Absence de résiliation en cas d'arrêt des prestations

11	14	Absence d'exonération et modification du plafond des pénalités de retard
14.2	9	Délais de remise attestation assurance
15.4	40	Absence d'indemnisation en cas de résiliation